

SYRELI



afnic
Internet
made in France

DÉCISION DE L'AFNIC

boursoramaavisdesuspension.fr

Demande n° FR-2023-3242



I. Informations générales

i. Sur les parties au litige

Le Requérant : La société BOURSORAMA

Le Titulaire du nom de domaine : Monsieur ou Madame X.

ii. Sur le nom de domaine

Nom de domaine objet du litige : boursoramaavisdesuspension.fr

Date d'enregistrement du nom de domaine : 30 janvier 2023 soit postérieurement au 1^{er} juillet 2011

Date d'expiration du nom de domaine : 30 janvier 2024

Bureau d'enregistrement : KEY-SYSTEMS GmbH

II. Procédure

Une demande déposée par le Requérant auprès de l'Afnic a été reçue le 10 février 2023 par le biais du service en ligne SYRELI.

Conformément au règlement SYRELI (ci-après le Règlement) l'Afnic a validé la complétude de cette demande en procédant aux vérifications suivantes :

- o Le formulaire de demande est dûment rempli.
- o Les frais de Procédure ont été réglés par le Requérant.
- o Le nom de domaine est actif.
- o Le nom de domaine a été créé ou renouvelé postérieurement au 1^{er} juillet 2011.
- o Le nom de domaine visé par la procédure ne fait l'objet d'aucune procédure judiciaire ou extrajudiciaire en cours.

L'Afnic a procédé au gel des opérations sur ce nom de domaine et a notifié l'ouverture de la procédure au Titulaire le 27 février 2023.

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

Le Collège SYRELI de l'Afnic (ci-après dénommé le Collège) composé de Loïc DAMILAVILLE (membre titulaire), Marianne GEORGELIN (membre titulaire) et Emilie TURBAT (membre suppléant) s'est réuni pour rendre sa décision le 29 mars 2023.

III. Argumentation des parties

i. Le Requérant

Selon le Requérant, l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <boursoramaavisdesuspension.fr> par le Titulaire est « susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité », et le Titulaire ne justifie pas « d'un

intérêt légitime et agit de mauvaise foi ».

(Art. L. 45-2 du code des postes et des communications électroniques)

Dans sa demande, le Requérant a fourni des pièces accessibles aux deux parties sur lesquelles le Collège s'appuiera afin d'étayer ses constatations au regard de l'argumentation.

Dans sa demande, le Requérant indique que :

[Citation complète de l'argumentation]

« La société BOURSORAMA (le « Requérant ») (Annexe 1) soutient que l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <boursoramaavisdesuspension.fr> par l'actuel titulaire (« le Titulaire ») est « susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité, et que le titulaire ne justifie pas d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi » (Art. L.45-2 du Code des Postes et des Communications Electroniques).

I. Intérêt à agir

Le Requérant soutient avoir un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux <boursoramaavisdesuspension.fr> enregistré le 30 janvier 2023 (Annexe 2).

Créé en 1998, le Requérant est un acteur pionnier et leader sur ses trois activités principales : la banque en ligne, le courtage en ligne et l'information financière sur Internet. En France, BOURSORAMA est la référence en matière de banque en ligne, avec plus de 4,3 millions de clients Son site internet officiel <boursorama.com> est le premier site d'information économique et la première plateforme de banque en ligne. Ce site comptait près de 54,7 millions de visites mensuelles en mars 2022 (Annexe 3).

Le Requérant est propriétaire des marques enregistrées suivantes, constituées du terme « BOURSORAMA » (Annexe 4):

- Marque française « BOURSORAMA » n° 98723359 enregistrée le 13-03-1998 et dûment renouvelée ;
- Marque française semi-figurative « BOURSORAMA » n° 3040225 enregistrée le 07-07-2000 et dûment renouvelée ;
- Marque de l'Union Européenne « BOURSORAMA » n° 001758614 enregistrée le 13-07-2000;
- Marque française « BOURSORAMA » n° 3565867 enregistrée le 31-03-2008 ;
- Marque française semi-figurative « BOURSORAMA » n° 3676765 enregistrée le 16-09-2009 et dûment renouvelée.

Le Requérant est également titulaire de nombreux noms de domaine comprenant le terme « BOURSORAMA », dont <boursorama.fr> enregistré et régulièrement renouvelé depuis le 3 juin 2005 (Annexe 5).

Le nom de domaine litigieux est utilisé pour pointer vers une page de connexion copiant son accès client officiel <https://clients.boursorama.com/connexion/> (Annexe 6 et 7).

Le Requérant dispose de droits antérieurs et donc d'un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux <boursoramaavisdesuspension.fr>.

- II. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE
- A. Atteinte aux droits invoqués par le Requérant

Le Requérant soutient que le nom de domaine litigieux <boursoramaavisdesuspension.fr> est composé de la marque « BOURSORAMA » (Annexe 4) associée aux termes génériques «

avis de suspension ». Ces termes désignent notamment les avis publiés par Euronext et concernent la suspension de la cotation d'un titre sur le marché (Annexe 8). Ces termes ont donc une signification financière et sont donc liés à l'activité du Requéant. Le Requéant affirme par conséquent que l'ajout de ces termes ne permet pas de le distinguer de ses marques et noms de domaines.

De même, l'extension « .FR » ne permet pas de modifier l'impression d'ensemble que le nom de domaine litigieux est lié au Requéant. L'internaute pourrait en effet illégitimement croire que le nom de domaine litigieux est affilié au Requéant.

Enfin, les droits du Requéant sur le terme « BOURSORAMA » ont été confirmés à plusieurs reprises. Merci de consulter par exemple la décision SYRELI n°FR-2017-01509 relative au nom de domaine <clientsboursorama.fr> (Annexe 9).

Par conséquent, le Requéant soutient que le nom de domaine litigieux est similaire à la marque antérieure « BOURSORAMA » sur laquelle le Requéant a des droits au point de prêter à confusion, et porte donc atteinte aux droits antérieurs du Requéant.

B. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

Absence d'intérêt légitime du Titulaire

Selon les informations whois, le Titulaire a enregistré le nom de domaine <boursoramaavisdesuspension.fr> le 30 janvier 2023, soit de nombreuses années après l'enregistrement de la marque « BOURSORAMA ».

Le Requéant indique qu'il ne connaît pas le Titulaire, et que ce dernier ne dispose d'aucun lien d'aucune sorte avec la société BOURSORAMA, ni d'aucune autorisation ou licence d'utilisation de ce terme, ni de droit d'enregistrer le nom de domaine litigieux.

Le nom de domaine litigieux est utilisé pour pointer vers une page de connexion copiant son accès client officiel <https://clients.boursorama.com/connexion/>, destinée à récupérer les informations confidentielles des clients du Requéant (Annexes 6 et 7).

Dès lors, le Requéant soutient que le Titulaire ne dispose d'aucun droit ou intérêt légitime concernant le nom de domaine litigieux.

Mauvaise foi du Titulaire

Le Requéant dispose d'une notoriété importante en France (Annexe 3). Dès lors, l'association du terme « avis de situation » à la marque « BOURSORAMA » ne peut être une coïncidence, puisque ces termes désignent notamment les avis publiés par Euronext et concernent la suspension de la cotation d'un titre sur le marché. Ces termes ont donc une signification financière et sont donc liés à l'activité du Requéant. Le Requéant affirme par conséquent que l'ajout de ces termes ne permet pas de le distinguer.

En outre, le nom de domaine litigieux est utilisé pour pointer vers une page de connexion copiant son accès client officiel <https://clients.boursorama.com/connexion/> (Annexes 6 et 7).

Par conséquent, le Titulaire ne pouvait ignorer l'existence de la marque « BOURSORAMA » du Requéant au moment de l'enregistrement du nom de domaine litigieux.

Enfin, dès lors que le nom de domaine est utilisé dans le cadre d'une tentative d'hameçonnage, puisqu'il sert à rediriger vers un site internet copiant le site internet officiel du Requéant afin d'obtenir des informations personnelles (Annexes 6 et 7), le Requéant soutient que le Titulaire a enregistré le nom de domaine <boursoramaavisdesuspension.fr> principalement dans le but de profiter de la renommée du Requéant en créant un risque de confusion dans l'esprit du consommateur avec intention de le tromper.

Ainsi, le Requéant sollicite du Collège la transmission du nom de domaine litigieux <boursoramaavisdesuspension.fr> à son profit.

Annexes

Annexe 1 : Copie de l'extrait K-Bis du Requéant

Annexe 2 : Whois du nom de domaine litigieux

Annexe 3 : Informations concernant le Requéant

Annexe 4 : Copie des marques du Requéant

Annexe 5 : Copie du nom de domaine du Requéant

Annexe 6 : Copie du site web litigieux

Annexe 7 : Espace client officiel du Requéant

Annexe 8 : Informations concernant les avis de situation

Annexe 9 : Décision SYRELI n°FR-2017-01509 <clientsboursorama.fr>

Annexe 10 : Procuration SYRELI et documents justificatifs ».

Le Requéant a demandé la transmission du nom de domaine.

ii. Le Titulaire

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

IV. Discussion

Au vu des dispositions du droit commun relatives à la charge de la preuve,

Au vu des écritures et pièces déposées par les deux parties,

Au vu des dispositions du Règlement,

Au vu des dispositions prévues à l'article L. 45-6 du Code des Postes et des Communications Electroniques,

Le Collège a évalué :

i. L'intérêt à agir du Requéant

Au regard de l'extrait Kbis (annexe 1), des notices complètes de marques (annexe 4) et de l'extrait de base Whois (annexe 5) fournis par le Requéant, le Collège constate qu'au moment du dépôt de la demande, le nom de domaine <boursoramaavisdesuspension.fr> est similaire :

- A la dénomination sociale du Requéant, la société BOURSORAMA immatriculée le 9 septembre 2003 sous le numéro 351 058 151 au R.C.S. de Nanterre ;
- Aux marques suivantes du Requéant :
 - La marque verbale française « BOURSORAMA » numéro 98723359 enregistrée le 13 mars 1998 et régulièrement renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38 et 42 ;

- La composante verbale de la marque semi-figurative française « BOURSORAMA » numéro 3040225 enregistrée le 7 juillet 2000 et régulièrement renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38, 41 et 42 ;
 - La marque verbale de l'Union européenne « BOURSORAMA » numéro 001758614 enregistrée le 13 juillet 2000 et régulièrement renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38, 41 et 42 ;
 - La marque verbale française « BOURSORAMA » numéro 3565867 enregistrée le 31 mars 2008 et régulièrement renouvelée pour la classe 36 ;
 - La composante verbale de la marque semi-figurative française « BOURSORAMA » numéro 3676765 enregistrée le 16 septembre 2009 et dûment renouvelée pour les classes 35, 36 et 38.
- Au nom de domaine <boursorama.fr> enregistré le 3 juin 2005 par le Requérant.

Le Collège a donc considéré que le Requérant avait un intérêt à agir.

ii. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE

a. Atteinte aux droits invoqués par le Requérant

Le Collège constate que le nom de domaine <boursoramaavisdesuspension.fr> est similaire aux marques antérieures du Requérant et notamment à la marque verbale française « BOURSORAMA » numéro 98723359 enregistrée le 13 mars 1998 et régulièrement renouvelée car il est composé de la marque « BOURSORAMA », reprise dans son intégralité, suivie des termes génériques « avis de suspension » pouvant notamment faire référence aux avis publiés par Euronext et à la suspension de la cotation d'un titre sur le marché (annexe 8).

Le Collège a donc considéré que le nom de domaine était susceptible de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle du Requérant.

Conformément à l'article L. 45-2 du CPCE cité ci-dessus, le Collège s'est ensuite posé la question de savoir si le Requérant avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire.

b. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

Le Collège constate que :

- Le Requérant, la société BOURSORAMA, immatriculée le 09 septembre 2003 sous le numéro 351 058 151 au R.C.S. de Nanterre est un acteur pionnier dans les domaines de la banque en ligne, le courtage en ligne et l'information financière sur Internet ; il comptabilise plus de 4,3 millions de clients (annexes 1 et 3) ;
- Le Requérant est titulaire des marques « BOURSORAMA » et du nom de domaine <boursorama.fr> (annexes 4 et 5) ;
- Le Requérant exploite le site web <https://clients.boursorama.com/connexion/> permettant à ses clients de se connecter à leurs comptes bancaires via une interface de connexion à l'en-tête « Boursorama Banque » (annexe 7) ;
- Le Requérant indique « qu'il ne connaît pas le Titulaire, et que ce dernier ne dispose d'aucun lien d'aucune sorte avec la société BOURSORAMA, ni d'aucune autorisation ou licence d'utilisation de ce terme, ni de droit d'enregistrer le nom de domaine litigieux » ;
- Le nom de domaine <boursoramaavisdesuspension.fr>, enregistré le 30 janvier 2023 (annexe 2), est la reprise intégrale de la marque « BOURSORAMA » suivie des termes génériques « avis de suspension » pouvant notamment faire référence aux avis

publiés par Euronext et à la suspension de la cotation d'un titre sur le marché (annexe 8) ;

- Le 9 février 2023, le nom de domaine <boursoramaavisdesuspension.fr> renvoie vers une page web (annexe 6) :
 - Reproduisant l'adresse du site web « clients.boursorama.com » et l'élément figuratif « Boursorama Banque », présentés de façon identique sur le site web <https://clients.boursorama.com/connexion/> (annexe 7) ;
 - Proposant une interface de connexion à l'espace client imitant à l'identique celle du Requérant disponible à l'adresse <https://clients.boursorama.com/connexion/> ; cette composition est une pratique de « phishing » ou d'hameçonnage ayant pour but de récupérer des données personnelles sur internet.

Le Collège a ainsi considéré que les pièces fournies par le Requérant permettaient de conclure que le Titulaire ne pouvait ignorer l'existence et les droits du Requérant, faisait un usage commercial du nom de domaine <boursoramaavisdesuspension.fr> avec intention de tromper les consommateurs et avait enregistré ledit nom de domaine dans le but de profiter de la renommée du Requérant en créant un risque de confusion dans l'esprit des consommateurs.

Le Collège a donc conclu que le Requérant avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime et de la mauvaise foi du Titulaire telles que définies à l'article R. 20-44-46 du CPCE et a décidé que le nom de domaine <boursoramaavisdesuspension.fr> ne respectait pas les dispositions de l'article L. 45-2 du CPCE.

V. Décision

Le Collège a décidé d'accepter la demande de transmission du nom de domaine <boursoramaavisdesuspension.fr> au profit du Requérant, la société BOURSORAMA.

VI. Exécution de la décision

Conformément à l'article (II) (viii) du Règlement, la décision de l'Afnic ne sera exécutée qu'une fois écoulé un délai de quinze (15) jours civils à compter de la notification de la décision aux parties.

Conformément à l'article (II) (vii) du Règlement, l'Afnic notifie par courrier électronique et postal la décision à chacune des parties.

Elle procédera au dégel des opérations sur le nom de domaine selon les dispositions du Règlement.

Le Bureau d'enregistrement est informé de la décision par courrier électronique.

À Montigny-le-Bretonneux, le 06 avril 2023

Pierre BONIS - Directeur général de l'Afnic

